



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

Decembre 2003

Volume 2, Numéro 11

LIGNE DE FOND _____ 1

Conseil Général Des 15 Et 16 Décembre : Les Membres Conviennent D'Aller De L'Avant Dans Les Négociations Du Cycle De Doha, Les Thèmes De Singapour En Vedette _____ 1

Accès Aux Médicaments Pour Les Malades Du SIDA : 47 Pays D'Afrique Subsaharienne Autorisés A Importer Des Médicaments Génériques D'Afrique Du Sud _____ 4

NOUVELLES DE L'OMC _____ 5

ORD : L'Inde Obtient Gain De Cause Contre L'UE Sur L'Affaire Du " Régime Sur Les Drogues ", Les Conditions D'Octroi De Préférences Représentées _____ 5

Produits Spéciaux (PS) Et Mécanisme De Sauvegarde Spécial (MSS) : Une Alliance De 33 Pays En Développement Se Plaint Du Peu D'Attention Prêtée A Ces Concepts Dans Les Pourparlers Sur L'Agriculture Après Cancun _____ 7

Le G20 Consolide Ses Positions Et Affiche Son Intention De Pousser A La Relance Du Cycle De Doha En Difficulté Depuis Cancun _____ 9

SUR LE FIL _____ 10

L'AGOA III Sur Les Rails : Vers Un Renforcement Des Relations Commerciales USA/Afrique _____ 10

Les Ministres ACP Prennent Position Sur La Situation Des Négociations Post-Cancun _____ 11

EVENEMENTS _____ 13

PUBLICATIONS _____ 14

LIGNE DE FOND

Conseil Général Des 15 Et 16 Décembre : Les Membres Conviennent D'Aller De L'Avant Dans Les Négociations Du Cycle De Doha, Les Thèmes De Singapour En Vedette

La Conférence Ministérielle de Cancun s'étant terminée sans que les Membres aient pu entrer dans le vif des négociations, la déclaration ministérielle finale avait donné mandat au Président du Conseil général, " travaillant en étroite coopération avec le Directeur général, de coordonner les travaux et de convoquer une réunion du Conseil général au niveau des hauts fonctionnaires au plus tard le 15 décembre 2003 afin de prendre les mesures nécessaires pour...avancer vers une conclusion des négociations positive et dans les délais ". En application de cette prescription, les Membres de L'OMC se sont réunis les 15 et 16 décembre pour la dernière session du Conseil Général de l'année. Les délégués à l'OMC ont consacré la majeure partie de la session au suivi à la réunion ministérielle de Cancun de septembre, et se sont entendus finalement pour réactiver les discussions dans le cadre du Comité des négociations commerciales. Conformément à ce que la plupart des participants attendaient, les discussions se sont plus focalisées sur les questions de procédures que sur celles de fond.

Depuis l'échec des négociations de Cancun, le Président du Conseil Général Perez del Castillo et le directeur général Supachai Panitchpakdi de l'OMC, avaient conduit des consultations sur quatre questions clés : agriculture, accès aux

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe
Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: unsubscribe

marchés pour les produits non agricoles, coton, et thèmes de Singapour. Cependant lors de la réunion des chefs de délégations du 9 décembre dernier, le Président du Conseil Général avait conclu que les membres n'étaient pas encore prêts à relancer des discussions.

Le Président du Conseil Général note des progrès dans l'ensemble et reste optimiste pour le futur

Le Président Perez del Castillo a commencé par décrire le processus depuis Cancun et les développements enregistrés, avant de noter que si les Membres s'étaient engagés à entamer des discussions sur les questions de fond, les différences ont persisté et il y a pas eu de vraies négociations.

Il a mis l'accent, en particulier, sur la contradiction entre la volonté politique affichée par les Membres pour relancer le cycle de Doha, et le manque de volonté notée dans les négociations réelles. Entrant dans les détails en ce qui concerne les quatre questions agendées, il a souligné que pour les thèmes de Singapour, l'idée de leur séparation était généralement acceptée, mais qu'il n'y avait pas de consensus sur la manière d'aller plus de l'avant. Par conséquent, il a suggéré d'explorer les modalités possibles pour la facilitation du commerce et la transparence dans l'attribution des marchés publics. Sur les travaux futurs, il a suggéré que tous les organes de négociation devraient être réactivés - une fois que leurs présidents avaient été choisis - afin d'assurer la transparence et la cohérence du processus de négociation. Il a dit que l'approche horizontale des thèmes de négociations restait une donnée principale, et que le Comité des Négociations Commerciales (CNC) avait joué un rôle pour cela. Il a également indiqué que les objectifs et le calendrier de travail pour l'année 2004 allaient être définis par le Conseil Général et le CNC. Il a conclu en déclarant que de réels progrès ont été accomplis en remettant le cycle de négociations sur les rails et que les perspectives pour l'année prochaine pouvaient être bonnes.

Le directeur général s'est alors adressé aux délégués pour leur dire qu'il n'y avait aucune raison d'être découragée pour l'avenir des

négociations. Seulement la volonté politique affichée par les Membres devra plus correspondre avec des flexibilités et des concessions qui permettront de débloquer les négociations.

Quelques réactions de Membres

En réponse au rapport du Président, un certain nombre de délégués ont exprimé leur soutien à sa volonté d'aller de l'avant. Beaucoup ont réitéré leur engagement au cycle en réaffirmant leur volonté de le conclure pour le début de l'année 2005.

Le Brésil, pour le G-20, a souligné que la conclusion du cycle à la date du 1er janvier 2005 était dans l'intérêt des pays en voie de développement. Il a aussi souligné que l'agriculture reste la pierre angulaire des négociations et la base du cycle entier. Tout en saluant la réactivation des travaux du CNC, il a insisté sur le fait que les consultations devraient être plus interactives et aboutir à de vraies négociations.

L'île Maurice, au nom du groupe africain, a souligné l'importance d'un processus de négociation transparente et d'une attention particulière pour les questions de développement. L'Inde, soutenue par le Kenya, a réclamé la création d'un organe séparé pour traiter des questions de mise en œuvre du traitement spécial et différentiel pour les pays en voie de développement.

Le Bangladesh, parlant au nom des pays les moins avancés, a indiqué que le groupe pourrait accepter l'utilisation du texte de Derbez dans la plupart des thèmes en négociation, mais voudrait voir des changements significatifs sur la place accordée à la solution du problème du coton, et des évolutions sur l'agriculture et l'accès aux marchés pour les produits non agricoles.

L'Inde a souligné la nécessité d'éviter de perdre du temps sur des questions procédurales et a invité des membres à baser le travail sur les progrès réalisés jusqu'ici. Les Communautés Européennes ont indiqué qu'elles avaient montré de la flexibilité dans leur position de négociation, et invitaient les autres pays à en faire de même.

Sur le coton, les USA et le Japon ont indiqué que la question devrait être traitée comme une partie intégrale de négociations sur l'agriculture. Le groupe des quatre pays africains, le Bénin, le Burkina Faso, le Tchad et le Mali et les autres africains continuent à considérer qu'elle devrait être traitée à part et sur une base autonome.

Les pays en voie de développement demandent le retrait de trois des thèmes de Singapour

Juste avant la réunion, un groupe de PMA et avec 15 autres pays en voie de développement comprenant la Chine et l'Inde, a soumis une communication sur les questions de Singapour (WT/GC/W/522). Dans la communication, ces pays ont demandé que l'investissement, la concurrence et la transparence dans l'attribution des marchés publics soient retirés des négociations. Ils soutiennent " qu'en raison de la persistance des divergences sur une si longue période sur le statut et le contenu des questions de Singapour entre les Membres, nous devrions concentrer nos efforts en premier lieu sur des questions dont la compétence de l'OMC n'est pas remise en cause, à savoir l'agriculture, l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, les services et les questions de développement ". Ils ont en outre rejeté une approche plurilatérale du traitement de ces questions. L'Inde en est le porte étandard.

L'Inde considère le plurilatéralisme comme une " pente savonneuse "

Durant les discussions informelles, la plupart des pays en développement se sont élevés contre l'idée de négocier des accords plurilatéraux sur les thèmes de Singapour. Lors d'une réunion des ambassadeurs, le 4 décembre, les Membres de l'OMC auraient été surpris lorsque l'UE a indiqué qu'elle souhaitait le maintien de l'ensemble des thèmes de Singapour à l'OMC, si nécessaire à travers des négociations plurilatérales. Pour de nombreux Membres, ceci représentait un changement par rapport à l'offre faite par l'UE, vers la fin de la Conférence ministérielle de Cancun, de retirer totalement trois des quatre thèmes de l'agenda de l'OMC. Un certain nombre de pays en développement ont déclaré que l'OMC était une

enceinte uniquement pour des négociations commerciales multilatérales.

Certains Membres - notamment l'Inde - estimaient que si l'approche plurilatérale était acceptée pour les thèmes de Singapour, ceci constituerait un précédent dangereux pour d'autres questions telles que l'environnement, les normes sociales et les indications géographiques. Un diplomate a observé que même un certain nombre de pays développés, à l'exception de l'UE, étaient gênés par rapport à l'idée d'accords plurilatéraux, bien qu'ils ne l'aient pas dit ouvertement. L'Australie avait noté antérieurement que si une approche plurilatérale devait être adoptée, cela pourrait se faire en dehors de l'OMC, en citant l'exemple de l'acier, pour lequel un accord plurilatéral est en train d'être négocié au sein de l'OCDE.

Importance des avancées dans d'autres domaines de négociations

De nombreux pays en développement, en particulier des pays les moins avancés (PMA), des pays africains, caraïbes et du Pacifique (ACP) et des Membres du Groupe africain ont appuyé l'idée de discussions supplémentaires sur des modalités pour la facilitation des échanges au sein d'un Groupe de travail. Une fois les modalités suffisamment clarifiées dans le Groupe de travail, ils conviendraient de négocier. Le groupe des PMA a en outre conditionné tout accord à des développements dans d'autres domaines.

Certains pays développés, en particulier le Canada, les Etats-Unis et la Suisse, se seraient déclarés 'demandeurs' de discussions sur la facilitation des échanges.

Un certain nombre de pays en développement latino-américains ont indiqué qu'ils pourraient envisager des négociations sur la facilitation des échanges ainsi que sur la transparence dans la passation des marchés publics. Ils ont toutefois déclaré qu'ils avaient besoins de plus de clarté sur les aspects techniques et qu'il leur fallait voir des développements dans d'autres domaines de négociation, en particulier dans l'agriculture. Le Chili, appuyé par quelques autres Membres, était en faveur d'un report de toute décision sur la

négociation de l'investissement et de la politique de la concurrence. L'Inde a réitéré sa position selon laquelle les thèmes de Singapour ne faisaient pas partie de l'initiative prise comme un tout. Selon une source commerciale d'un pays développé, le Brésil a surpris d'autres Membres en spécifiant que les thèmes de Singapour faisaient réellement partie de l'Agenda de Doha et que les 'demandeurs' auraient à payer pour les y maintenir. L'UE aurait répondu qu'elle n'était pas 'demandeur' et qu'elle était disposée à examiner la possibilité de négociations sur un thème de Singapour ou plus en dehors de l'initiative prise comme un tout.

Accès Aux Médicaments Pour Les Malades Du SIDA : 47 Pays D'Afrique Subsaharienne Autorisés A Importer Des Médicaments Génériques D'Afrique Du Sud

Le 9 décembre dernier, le contentieux qui opposait depuis une année des militants anti-sida et deux industries pharmaceutiques en Afrique du Sud a connu une issue heureuse avec l'adoption d'une solution extra-judiciaire à travers un accord signé entre les différents protagonistes. Le Directeur national de cette campagne d'action pour les traitements (TAC), Monsieur Nathan Geffen a souligné sa satisfaction de voir " cinq années de lutte qui aboutissent enfin à la prise en compte des droits des personnes vivant avec le VIH-Sida ". Les Firmes pharmaceutiques en cause dans cette affaire sont détentrices des brevets pour les trois médicaments les plus couramment utilisés dans les pays africains.

La formule du compromis

Les termes de l'accord signé sont un compromis entre la détention des droits exclusifs liés au brevet et la procédure de licences obligatoires prévues dans les dispositions de l'OMC. Il s'agit de ce qu'on a appelé les " licences volontaires " qui permettront aux fabricants de génériques de disposer du droit de produire les médicaments concernés dans des conditions " raisonnables " et moyennant un taux

de royalties qui ne dépassera pas 5% du prix net des ventes. Le droit des " génériqueurs " s'étend à l'exportation, à la commercialisation et à la distribution des médicaments dans les pays bénéficiaires. Certains observateurs ont pu noter que la formule des licences volontaires est un excellent compromis. D'une part, elle permet aux firmes pharmaceutiques de sauver la face en évitant de se soumettre à la procédure plus contraignante des licences obligatoires qui conférerait aux Etats la prérogative de légiférer pleinement sur la question à travers des lois de réquisition. D'autre part, elle permet une pleine application du principe d'humanité qui veut que la santé prime sur le commerce et sur les aspects de droit de propriété intellectuelle qui y sont liés. De ce point de vue, l'accord obtenu en Afrique du Sud consolide le compromis trouvé à l'OMC le 30 août dernier, mais semble disposer de possibilités d'application plus réelles. L'accord de l'OMC est en effet accusé par plusieurs ONG qui l'estime trop compliqué à appliquer et légalement peu clair. Ces Organisations considèrent qu'il s'agit de " vingt pages pleines de clauses compliquées, contradictoires et ambiguës ", qui vont décourager les investisseurs. Les pays pauvres n'auront pas d'autre choix que d'acheter des médicaments au prix fort, s'ils veulent soigner leur population.

Un accord utile mais qui pouvait aller plus loin

Certains observateurs, tout en saluant la signature de l'accord, ne manquent pas de souligner qu'il pouvait aller plus loin. La représentante de MSF à Genève considère que l'accord aurait offert plus de garanties s'il avait procédé par la formule de la licence obligatoire dont selon elle " la beauté est qu'elle ne dépend pas de la bonne volonté de coopération de la compagnie pharmaceutique. " En vérité, le fait que les firmes pharmaceutiques aient mis du temps à faire des concessions sur leurs droits conférés par les brevets a retardé la prise en charges des personnes vivant avec le HIV et a entamé la confiance qu'on pouvait placer sur elles concernant le primat de la santé sur les considérations commerciales. Le fait que l'accord ait été signé sur la base d'octroi de licences volontaires dépourvues d'effet exécutoire et n'ayant aucune force juridique obligatoire ne rassure pas

totallement sur leur volonté à garantir à mettre en œuvre le compromis obtenu.

En outre, Deux autres problèmes restent posés. D'abord, on signale que l'accord signé le 9 décembre ne concerne que trois molécules et deux fabricants, ce qui veut dire que d'autres détenteurs de brevets, fabricant d'autres molécules devront élargir le mouvement pour davantage étendre la prise en charge quantitative des malades. Ensuite, la géographie de l'épidémie ne concerne pas que l'Afrique subsaharienne qui bénéficie de cet accord. Il faudra envisager l'élargissement de la prise en charge aux autres parties du monde qui connaissent une recrudescence alarmante du virus.

Il importe de signaler que cet accord signé en Afrique du Sud consolide une période favorable sur le plan international pour la prise en charge des personnes vivant avec le VIH. En effet, le 30 août dernier, les instances de l'OMC trouvait de justesse un compromis dans les négociations visant à assouplir la réglementation mondiale des brevets afin de permettre aux pays pauvres dépourvus d'industries pharmaceutiques d'importer des produits génériques de médicaments vitaux afin de lutter contre les épidémies comme le sida http://www.ictsd.org/pass_synthese/03-08/wtoinbrief.htm . Le 23 octobre, la Fondation Clinton proposait au gouvernement sud africain des traitements génériques à 140 dollars par an et par patient. Cette mesure contribuait à la prise en charge des malades du Sida des pays du sud et réaffirmait avec force l'idée d'une solidarité internationale impliquant tous les secteurs face à la recrudescence du VIH.

Les pays autorisés à importer depuis l'Afrique du Sud les génériques produits ou formulés dans le cadre de cet accord sont : Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cape Vert, Centrafrique, Tchad, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée équatoriale, Erythrée, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Kenya, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Rwanda, Sao Tome/Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra

Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Togo, Ouganda, Congo, RDC (Zaire), Zambie, et Zimbabwe.

Sources : Article de Philippe Rivière, Monde Diplomatique, 10 Décembre 2003 ICTSD.

NOUVELLES DE L'OMC

ORD : L'Inde Obtient Gain De Cause Contre L'UE Sur L'Affaire Du " Régime Sur Les Drogues ", Les Conditions D'Octroi De Préférences Reprécisées

Par un Règlement (CE) n° 2501/2001 du Conseil du 10 décembre 2001, les Communautés européennes appliquent un schéma de préférences tarifaires pour certaines marchandises originaires des pays en développement et des économies en transition, pour la période du 1er janvier 2002 au 31 décembre 2004. Dans ce schéma, figure ce qu'on a appelé " le régime sur le drogues " qui accorde des préférences tarifaires spéciales à des pays qui combattent le trafic de drogue et respectent certaines normes d'environnement et de conditions de travail. Les pays bénéficiaires sont au nombre de douze : la Bolivie, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, El Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua, le Pakistan, le Panama, le Pérou et le Venezuela. Le Règlement a pour résultat que les réductions tarifaires accordées à ces 12 pays dans le cadre du régime concernant les drogues sont supérieures aux réductions tarifaires accordées aux autres pays en développement dans le cadre du régime général.

Le 5 mars 2002, en s'appuyant sur les articles 4 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends et XXIII du " GATT de 1994 " ; et sur l'article 4 b de " Clause d'habilitation ", l'Inde a demandé l'ouverture de consultations avec les Communautés européennes au sujet des conditions dans lesquelles celles ci accordent des préférences tarifaires aux pays en développement, dans le cadre du schéma de préférences précité. Ces premières

consultations n'ont rien donné, de même que la première demande d'établissement d'un Groupe Spécial par l'Inde. C'est finalement le 16 janvier 2003 que l'ORD a établi le Groupe spécial pour statuer sur le cas.

Les arguments développés par l'Inde tiennent essentiellement en deux éléments : D'abord, les préférences tarifaires accordées dans le cadre du régime concernant les drogues sont incompatibles avec la clause de la Nation la plus favorisée (NPF) qui prescrit que " concernant les droits de douane, tous avantages ... accordés par un Membre à un produit originaire ... de tout autre pays seront, immédiatement et sans condition, étendus à tout produit similaire originaire ... du territoire de tous les autres Membres " ; ce qui implique donc deux prescriptions aussi importantes l'une que l'autre: premièrement, les avantages relatifs aux droits de douane doivent être étendus à tous les autres Membres et, deuxièmement, le principe NPF est une norme fondamentale du système commercial multilatéral fondé sur des règles de l'OMC.

Ensuite, l'Inde soutient que les Communautés européennes elles-mêmes sont conscientes de la nécessité d'une dérogation expresse avant de pouvoir mettre en application leur politique de préférence dans le cadre du régime concernant les drogues. C'est pourquoi, elles ont présentée une demande de dérogation le 24 octobre 2001 ; ce qui ne les a pas empêché de mettre en œuvre leur politique sans attendre l'obtention de la dérogation. Pour toutes ces raisons, l'Inde demande le retrait du Règlement du Conseil portant application de préférences tarifaires au motif qu'il crée une discrimination entre pays en développement.

Quand aux Communautés Européennes, elles n'ont pas manqué de souligner l'importance que revêt le présent différend. Il s'agit en effet du premier différend portant sur la Clause d'habilitation, l'une des formes les plus significatives du traitement "spécial et différencié" en faveur des pays en développement prévu au titre de l'Accord sur l'OMC. L'enjeu de ce différend dépasse le régime concernant les drogues, malgré l'importance vitale que revêt ce dernier pour les pays bénéficiaires.

Les réponses du Groupe spécial à certaines des questions soulevées pourraient également décider de la viabilité du Système généralisé de préférences ("SGP") appliqué par de nombreux pays donateurs.

En fin de compte, le Groupe Spécial a suivi l'Inde dans son raisonnement, par une décision du 1er décembre dernier, en considérant qu'il y avait une infraction des Communautés Européennes sur les obligations souscrites dans la mesure où le régime concernant les drogues est incompatible avec la clause NPF et ne se justifie pas par la Clause d'habilitation. Le Règlement du Conseil mis en cause est donc présumée annuler ou compromettre des avantages découlant des accords l'OMC. Par conséquent les Communautés Européennes devront retirer les préférences accordées au pays latino-américains précités.

Cette décision de l'ORD relance le débat sur la place du Traitement Spécial et Différencié dans le dispositif de l'OMC. Pour certains observateurs, elle risque d'entraver les efforts des pays riches pour répondre aux problèmes de développement des pays du Sud en utilisant le système généralisé de préférences (SGP). Cela est confirmé par la position des pays d'Amérique du Sud qui devaient bénéficier des préférences européennes. Ils avancent que " la lutte anti-drogue impose des coûts économiques énormes, et que des préférences tarifaires dans le cadre du système SGP les aident dans cette lutte. ". Ce qu'il faut retenir ici est que les préférences souvent accordées servent à ajuster des inégalités économiques ou pour lutter contre quelques situations économiques particulières - ici le commerce de la drogue - ou faciliter l'intégration des pays démunis dans le système commercial multilatéral. Cette décision repose aussi le problème de la gradation dans le Traitement spécial et différencié. En décidant que tous les avantages consenties aux pays en développement devraient les mêmes sous peine d'annulation, on met sur un même pied des pays aux niveaux économiques totalement différents. L'Inde et le Brésil ont ils le même poids économique que la côte d'ivoire ou le Cameroun, tous pays en développement pourtant ?

Par ailleurs, on peut avoir la vague impression que c'est le système de démantèlement des préférences de l'Union Européenne qui continue. Après la banane, tout laisse penser que les préférences sur le sucre vont disparaître. Cette décision augure de ce point de vue une rude bataille pour les pays africains pour conserver les préférences qui leur permettent de supporter tant bien que mal les rigueur du système commercial multilatéral.

**Produits Spéciaux (PS) Et Mécanisme De
Sauvegarde Spécial (MSS) : Une Alliance
De 33 Pays En Développement Se Plaint
Du Peu D'Attention Prêtée A Ces
Concepts Dans Les Pourparlers Sur
L'Agriculture Après Cancun**

Conduisant une délégation forte de 33 pays en développement réunis autour de questions agricoles, l'Ambassadeur indonésien, Gusmardi Butami a, lors d'une réunion avec Perez del Castillo, le 4 décembre, présenté une lettre dans laquelle la nouvelle alliance exprimait ses vives préoccupations concernant le fait que les concepts de produits spéciaux (PS) et de mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS) n'avaient pas reçu une attention adéquate durant les consultations qu'il avait menées sur l'agriculture, après la Conférence ministérielle de Cancun. Il y était entre autres demandé que ces concepts occupent une place centrale dans le cadre de modalités actuellement débattues lors de " consultations informelles " menées par le président du Conseil général.

Gusmardi avait par la suite déclaré lors d'un point de presse, que l'Alliance avait bien fait comprendre au président du Conseil général, qu'une plus grande attention devait être accordée aux préoccupations de ses Membres en matière de sécurité alimentaire, d'allègement de la pauvreté et de développement rural. Ce sont les préoccupations et les principes fondamentaux qui étayent les revendications de l'Alliance.

Dans leur lettre, les membres de l'Alliance ont attiré l'attention du président sur plusieurs aspects de procédure et de fond des consultations qui étaient une source de préoccupation sérieuse pour eux.

Ils ont de nouveau insisté sur l'importance qu'ils attachaient aux concepts de PS et de MSS dans les négociations agricoles, et ont déclaré : " Nous sommes inquiets du fait que ces questions n'ont pas reçu l'attention qu'elles méritent durant vos consultations, ce qui peut mener à l'impression fausse qu'elles ne sont pas centrales pour faire avancer les négociations agricoles ".

" Nous aimerions, au contraire, mettre l'accent sur le fait qu'une flexibilité adéquatée accordée aux pays en développement pour ce qui est du recours à ces instruments dans tout arrangement sur l'agriculture constitue une de nos principales priorités dans les négociations en cours. Nous demandons donc que ces éléments soient traités comme des composantes clés dans vos consultations, afin de trouver une base satisfaisante pour la poursuite des négociations agricoles. "

Selon l'Alliance, les éléments fondamentaux pour toute solution satisfaisante sur les PS/MSS devraient être les suivants :

- Les pays en développement auront la flexibilité de désigner eux-mêmes les PS ;
- Les PS constitueront une catégorie autonome et seront exemptés des réductions tarifaires et de nouveaux engagements en matière de contingents tarifaires ;
- Un mécanisme de sauvegarde spéciale pour les pays en développement doit être mis en place ; et
- Les PS auront un accès automatique au MSS.

Toujours selon la lettre " l'appui fort et concerté de l'Alliance PS/MSS à ces éléments de base découle de l'expérience concrète de ces membres dans la mise en œuvre de l'Accord sur l'agriculture. Ils ne sont pas fondés sur la rhétorique ; ils ne peuvent non plus être présentés comme un choix dans un arrangement de concessions mutuelles. Nous sommes prêts à vous faire ainsi qu'à d'autres

Membres de l'OMC, des suggestions préliminaires concrètes au moment approprié. "

Sur les aspects de procédure, l'Alliance a demandé au président de garantir qu'elle sera représentée dans toutes les consultations agricoles et que ses préoccupations bénéficieront du même traitement et de la même attention que celles des autres Membres de l'OMC.

Lors du point de presse, l'ambassadeur de la République dominicaine, Claudia Hernandez, a déclaré que le président du Conseil général leur avait certes assuré que les concepts de PS et de MSS avaient été acceptés dans les négociations, mais que ceci n'était pas adéquat. " Il ne suffit pas que ces concepts soient mentionnés dans le texte, en particulier s'il est affaibli par rapport à ce que nous demandons " a-t-elle déclaré. " Ce qui est important, c'est que les produits spéciaux soient exclus de la réduction tarifaire et des engagements supplémentaires en matière de contingents tarifaires."

L'ambassadeur du Sri Lanka, K. J. Weerasinghe, a déclaré que son pays souhaitait vivement avoir un mécanisme de sauvegarde simplifié pour contrer la volatilité des marchés et prendre en compte de brusques poussées des importations qui ont des effets négatifs sur son agriculture nationale.

Weerasinghe a déclaré que l'Alliance était prête à débattre des conditions dans lesquelles le MSS pouvait être utilisé, mais était très préoccupé du fait que le texte de Derbez (auquel il est fait référence durant les négociations sur l'agriculture) demandait également que les produits à couvrir soient ouverts aux négociations. Chaque pays a ses propres produits sensibles et devrait donc être en mesure d'identifier ses propres produits spécifiques, a-t-il déclaré.

En outre le concept de PS ne devrait pas être affaibli, par exemple, par son inclusion dans une seule partie de la formule en trois parties pour les droits de douane, figurant dans le texte de Derbez. Gusmardi et Hernandez ont de nouveau fait état du fait que les Membres devraient avoir la flexibilité

de choisir quels produits et combien de produits ils désigneraient comme produits spéciaux, car chaque pays peut avoir des produits différents.

Weerasinghe a ajouté que différents pays peuvent également avoir un nombre différent de produits qu'ils peuvent souhaiter désigner comme produits spéciaux, en raison des différences entre pays en matière de structure agricole, de situation géographique et autres conditions.

Il a donné l'exemple du Sri Lanka, qui a un taux de réduction tarifaire moyen pour les produits agricoles de près de 50%. Il y a de nombreux produits pour lesquels le pays n'est pas en mesure de se permettre une réduction tarifaire même de 10%, parce que même avec les taux consolidés existants, il y a déjà de nombreux cas de brusques poussées des importations.

Le nombre de produits rencontrant des problèmes ou exposés à des problèmes en cas de futures réductions tarifaires varierait d'un pays à l'autre, a déclaré l'ambassadeur du Sri Lanka. Ainsi, il serait préférable de ne pas fixer un certain nombre de produits applicables à tous. " Nos pays n'accordent ni subvention à l'exportation, ni soutien interne ; nous devrions donc être autorisés et être en mesure d'ajuster nos droits de douane s'il y a une brusque poussée des importations, à travers un MSS. Cette demande découle donc de préoccupations réelles et légitimes, et non des visées protectionnistes. "

Les ambassadeurs ont également mis l'accent sur le fait que les concepts de PS et de MSS devraient être acceptés dans les négociations en tant que principes et dispositions " autonomes ", et ne pas être liés à une partie quelconque de toute approche de formule de réduction tarifaire.

Dans le texte de Derbez, le concept de PS ne s'applique qu'à la première catégorie (c'est-à-dire les lignes tarifaires à réduire d'un taux moyen). Ceci n'était pas acceptable, ont-ils dit. Le concept devrait être autonome et indépendant de toute formule, de sorte que, quelle que soit la formule adoptée en fin de compte, ceci n'affectera pas le concept de PS.

Weerasinghe a ajouté que les pays en développement devraient être en mesure de recourir au MSS pour tout produit agricole, qu'il soit désigné produit spécial ou non. Les pays en développement ont besoin d'utiliser un MSS, quelle que soit la formule qui sortira des négociations, et le mécanisme devrait donc être également un instrument autonome. Il a souligné le fait qu'au titre du présent Accord sur l'agriculture, la plupart des pays en développement ne sont pas en mesure de recourir à la clause de sauvegarde spéciale parce qu'ils ne peuvent y prétendre. " Ceci est une injustice qui doit être corrigée. "

Il a ajouté que d'après le texte de Derbez, un MSS à l'usage des pays en développement doit être mis en place, mais sous réserve de conditions et de produits à déterminer, ce qui est inutilement restrictif.

Il est raisonnable de déterminer les conditions dans lesquelles le MSS peut être utilisé, a déclaré Weerasinghe, mais il n'est pas nécessaire de déterminer les produits qui pourraient y prétendre. " Si nous déterminons les conditions dans lesquelles le MSS peut être utilisé, il n'est pas nécessaire, alors, de déterminer quels produits peuvent y prétendre. "

Les Membres de l'Alliance sont la Barbade, le Botswana, la Chine, Cuba, le Congo, la Corée, la Côte d'Ivoire, Haïti, le Honduras, l'Indonésie, la Jamaïque, le Kenya, Maurice, la Mongolie, le Mozambique, le Nicaragua, le Nigeria, l'Ouganda, le Pakistan, le Panama, le Pérou, les Philippines, la République dominicaine, le Sénégal, le Sri Lanka, la Tanzanie, Trinidad et Tobago, la Turquie, le Venezuela, la Zambie et le Zimbabwe.

Sources: Third World Network, Africa Trade Network.

Le G20 Consolide Ses Positions Et Affiche Son Intention De Pousser A La Relance Du Cycle De Doha En Difficulté Depuis Cancun

Environ 13 Ministres du commerce extérieur, de l'agriculture et de l'économie, ainsi que des représentants de haut niveau des 19 pays membres du G20 se sont réunis à Brasilia, au Brésil, les 11 et 12 décembre, soit 3 jours avant la réunion du Conseil général de l'OMC du 15 décembre, pour tenter d'harmoniser leurs positions, de " démontrer leur cohésion " et demander davantage de flexibilité de la part des autres membres afin de relancer le cycle de Doha.

Dans une déclaration rendue publique à la fin de leurs travaux, les pays membres du G20 (Afrique du sud, Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Chine, Cuba, Egypte, Inde, Indonésie, Mexique, Nigeria, Pakistan, Paraguay, Philippines, Tanzanie, Thaïlande, Venezuela, Zimbabwe) ont lancé un appel à leurs partenaires membres de l'OMC afin de tout mettre en œuvre pour conclure les négociations commerciales multilatérales au plus tard en 2004, conformément au mandat de Doha.

D'après certains officiels du G20 présents à la rencontre, celle-ci poursuivait le double objectifs d'une part de mettre en exergue la contribution du groupe aux négociations multilatérales, et d'autre part de souligner la forte cohésion qui continue de le caractériser en dépit des rumeurs qui faisaient état, dernièrement, du désir de certains de ses membres d'en sortir, après les défections en octobre dernier à Buenos Aires de plusieurs pays d'Amérique Latine (Colombie, Costa Rica, Salvador, Guatemala, Pérou).

Dialogue avec l'UE

L'UE européenne représenté par son commissaire au commerce, Pascal Lamy, et le G20 ont engagé le dialogue qui s'est matérialisé par un communiqué conjoint reflétant les préoccupations communes des deux groupes quant à l'avenir du cycle de Doha. Le commissaire européen au

Commerce Pascal Lamy, dont c'était la première rencontre avec le G20 a reconnu l'importance de ce groupe et a souhaité qu'il soit " une force pour le mouvement et non pour le blocage des négociations ". Pour Pascal Lamy, quand bien même tous les membres de l'OMC ont affiché leur égale volonté de poursuivre les négociations multilatérales, le plus important c'est de passer au plus vite aux questions techniques seules aptes à structurer et à donner de la consistance aux négociations, notamment sur l'accès aux marchés, les soutiens internes et les subventions à l'exportation.

A la veille de sa rencontre avec le G20, le commissaire européen au commerce a affirmé, dans un entretien accordé au quotidien Brésilien O Globo, " Je ne crois pas que la libéralisation totale de l'agriculture soit quelque chose de bon pour tous les pays, surtout pour tous les pays en développement ". " L'agriculture, poursuit-il, est une activité spécifique pour laquelle les règles de marché qui s'appliquent au charbon, aux chaussettes ou à l'automobile ne sont pas valables".

Vers une zone de libre-échange Sud-Sud ?

Donnant sa vision du G20, le Brésil a estimé que ce groupe va au-delà de son opposition intrinsèque aux subventions agricoles. Il " contribue plus globalement, comme l'a déclaré le président Brésilien Lula, à ce que les paramètres des négociations agricoles à l'OMC cessent de nous être imposés par quelques rares puissances développées ".

Mettant en avant le poids du G20 dans la production agricoles mondiale avec ses 20% et sa forte représentativité démographique (60% des agriculteurs), Lula a souligné la légitimité politique incontestable du groupe et insisté sur le rôle qu'il pourrait jouer comme moteur pour la création d'une zone de libre-échange ouverte à d'autres pays en développement. Cette nouvelle idée du Président Brésilien serait fondée sur le fait que beaucoup de pays membres du groupe sont déjà parties à des accords de libre-échange en Amérique Latine, en Asie ou en Afrique, ce qui selon lui est une bonne raison pour " essayer de mener cette

logique à ses conséquences naturelles et de créer une grande zone de libre-échange des pays du sud?"

Ce projet qui n'a pas pour but de laisser de côté les marchés des pays industrialisés qui continueront à être fondamentaux pour les pays en développement aurait plutôt pour objectifs d'exploiter le potentiel qui ne dépend pas des concessions des pays riches. Il consisterait, selon Lula à trouver un équilibre entre l'agro- business et l'agriculture familiale.

Sources : AFP, Allafrica

SUR LE FIL

L'AGOA III Sur Les Rails : Vers Un Renforcement Des Relations Commerciales USA/Afrique

La proposition de loi visant à étendre la portée et la durée de la loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA) a été déposée au Sénat américain et à la Chambre des représentants, les 20 et 21 novembre respectivement. Le 9 décembre, le ministre mauricien de l'industrie et du commerce international, M. Jayen Cuttaree, et le secrétaire d'Etat des Etats-Unis, M. Colin Powell, ont ouvert le Troisième Forum de l'AGOA au département d'Etat, à Washington.

La troisième étape de cette coopération commerciale afro-américaine cherche à approfondir la série de préférences déjà mise en œuvre et à faciliter l'intégration de l'Afrique dans le système commercial international. L'AGOA III vise à proroger ces relations commerciales au moins jusqu'en 2015. Son objectif est de permettre aux pays les plus pauvres bénéficiaires de l'AGOA d'utiliser pendant quatre ans de plus des tissus provenant de pays tiers pour la fabrication de vêtements exportés en franchise de douane aux Etats-Unis et à fournir une assistance technique aux agriculteurs africains pour qu'ils puissent remplir les critères sanitaires et phytosanitaires

stricts des Etats-Unis. En outre, l'AGOA III projette de réduire les obstacles auxquels se heurtent les agriculteurs africains désireux d'exporter leurs produits aux Etats-Unis et d'élaborer des mesures destinées à aider l'Afrique à mettre en place l'infrastructure (transports, énergie, télécommunications, eau) nécessaire pour accroître ses échanges commerciaux avec les États-Unis.

Il faut rappeler que globalement, L'AGOA est un mécanisme de coopération commerciale qui institutionnalise un processus en vue de renforcer les relations entre les États-Unis et les pays africains et offre aux pays africains des incitations pour les encourager à entreprendre des réformes politiques et économique. Elle offre aux pays bénéficiaires d'Afrique subsaharienne un accès en franchise de douane et sans contingent au marché américain pour pratiquement tous les produits prévus dans le Système généralisé de préférences (SGP), améliore la sécurité pour ceux qui investissent dans les pays africains et qui commercent avec eux en garantissant que les avantages du SGP seront maintenus pendant 8 ans et supprime la limitation du SGP en matière de concurrence pour les pays africains. En outre, la loi établit un Forum de coopération commerciale et économique Etats-Unis Afrique subsaharienne pour faciliter des entretiens périodiques portant sur la politique commerciale et d'investissement et encourage le recours à l'assistance technique pour consolider les réformes et le développement économiques, notamment l'aide destinée à renforcer les relations entre les entreprises américaines et les entreprises d'Afrique subsaharienne.

Plus spécifiquement, l'AGOA supprime tous les contingents applicables aux textiles et aux vêtements en provenance d'Afrique subsaharienne et élargit l'accès en franchise de douane et sans contingent au marché américain pour les vêtements fabriqués en Afrique subsaharienne à l'aide de fils et de tissus qui n'existent pas aux États-Unis. En outre, la loi étend le traitement en franchise de douane et sans contingent aux vêtements faits en Afrique avec du cachemire et certaines laines mérinos, ainsi qu'aux vêtements fabriqués en

Afrique avec de la soie, du velours, du lin et d'autres tissus qui ne sont pas produits en quantités commerciales aux États-Unis.

L'échec de Cancun a été évoqué lors de la rencontre du 9 décembre et la question fondamentale des subventions agricoles surtout celles appliquées au coton américain a été posée. Le dommage subi par les producteurs africains par ces subventions a été souligné par le camp africain. Quelques Officiels Américains n'ont pas manqué de reconnaître le fait et ont même affirmé que le Président Bush était prêt à supprimer les subventions américaines si les Européens consentaient à faire de même.

Sources:

<http://usinfo.state.gov/regional/af/trade/french/frtra.de.htm> United States Department of State (Washington, DC)

Les Ministres ACP Prennent Position Sur La Situation Des Négociations Post-Cancun

Réuni à Bruxelles les 27 et 28 novembre 2003, le Conseil des Ministres ACP a procédé à une appréciation générale de l'évolution des négociations commerciales. Il a également endossé les recommandations sur la situation post-Cancun qui lui avaient été présentées par les Ministres du Commerce ACP qui s'étaient réunis le 26 novembre 2003 au Botswana.

Malgré l'échec de Cancun, les pays ACP restent convaincus de l'importance d'un système multilatéral plus équilibré et équitable caractérisé par la transparence et par un mécanisme de prise de décision qui doit être réformé pour être ouvert à tous. A cet égard, ils ont donné mandat au Groupe ACP à Genève d'examiner le processus préparatoire pour les conférences ministérielles et le processus de décisions de l'OMC en vue de faire des propositions sur la façon dont les lacunes pourraient être corrigées. Les questions d'intérêt pour les pays en développement et leurs besoins

doivent être dûment reconnus et pris en compte pour faciliter la reprise des négociations à la quelle s'engage les ministres ACP. En tout état de cause, le Groupe doit continuer à participer activement et de façon constructive au processus de l'après-Cancun en vue d'arriver à une conclusion satisfaisante des négociations dans le cadre du Programme de travail de Doha.

Les ACP demandent au Conseil Général de l'OMC de reprendre en priorité les négociations sur les questions essentielles d'intérêt pour les pays en développement, telles que le traitement spécial et différencié, la mise en œuvre, la situation particulière des pays les moins avancés, le programme de travail pour les petites économies et les règles régissant les accords commerciaux régionaux.

Du point de vue de la définition des stratégies de négociations, il a été convenu de que le Groupe ACP doit continuer à participer à l'Alliance tripartite (ACP, PMA et Union Africaine) établie à Cancun et devraient s'engager à former des coalitions avec les autres groupements ayant les mêmes aspirations afin d'obtenir des appuis pour ses positions de négociations.

Se prononçant sur les questions délicates actuellement en négociation à l'OMC, le Groupe ACP a suggéré la mise en place d'un cadre fixant les modalités des nouveaux engagements dans les négociations sur l'agriculture qui pourrait être conclu en priorité, et l'élaboration des modalités qui pourrait être remis à un stade ultérieur.

Sur la question du coton, il a été décidé la création d'un Comité ministériel de suivi du dossier coton. Il a été donné mandat au Comité des Ambassadeurs pour élaborer un projet à financer sur les fonds FED, qui viserait à renforcer la filière coton. Les ministres ont tenu à préciser que dans le cadre des négociations à l'OMC, cette question doit être traitée séparément et non dans le cadre des négociations agricoles globales. Elle doit être inscrite parmi les points de l'ordre du jour du Conseil Général vu que le coton continue d'être

une question vitale pour les pays concernés et requiert une solution urgente.

En ce qui concerne le sucre, les ministres ont invité l'Union Européenne à respecter l'obligation légale et l'engagement politique relatifs au protocole sucre et à convenir que le " réexamen " prévu par l'Accord de partenariat de Cotonou n'implique d'aucune manière la " renégociation " de ce protocole, la disposition en question ayant pour but d'assurer la compatibilité dudit protocole avec les règles de l'OMC. Par ailleurs, le Conseil a invité la Commission Européenne et les États membres de l'UE à prendre conjointement avec le Groupe des États ACP toutes les mesures nécessaires pour défendre le régime du sucre et les modalités et conditions d'accès préférentiel dont jouissent les pays ACP contre les attaques des parties tiers.

Sur les questions de Singapour, le Groupe estime qu'elles ne sont la clé qui permettrait de sortir de l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations et considère que le " dégroupement " de ces questions semble irréversible. Tout examen approfondi de ces questions devra tenir compte de la nécessité d'arriver à un accord sur les modalités, sur la base d'un consensus explicite (accord formel de toutes les parties); la fourniture d'un appui technique, le renforcement des capacités et la clarification des implications de l'adoption de cadres multilatéraux relatifs à ces questions ; les résultats à terme des négociations sur ces questions ne devraient pas mener à des engagement contraignants relevant des procédures de règlement des différends à l'OMC ; l'examen de n'importe laquelle de ces questions devrait être lié aux progrès accomplis sur les questions relatives au développement dans le cadre du Programme de travail de Doha.

Sources : <http://www.acpsec.org/>

EVENEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l' OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>.

EVENEMENTS A L'OMC

La liste des évènements de l'OMC pour l'année 2004 n'est pas encore disponible. Il est toutefois précisé qu'il n'y aura pas de réunion officielle jusqu'au 9 janvier 2004.

Evènements ailleurs

12 - 13 janvier 2004, Monterrey, Mexique, Sommet des Amériques ; réunion spéciale des chefs d'Etat et de gouvernements des 34 pays membres de l'organisation des Etats d'Amérique (OEA). Contact: Secretariat for the Summit Process, OAS, Suite 680, Washington, DC, 20006, tel: (+1 202) 458-3127; fax: (+1 202) 458-3665; email: summit-info@oas.org; Internet: <http://www.summitoftheamericas.org/default.htm>

12 - 15 janvier, Genève, Suisse, huitième session annuelle de la Commission des entreprises, de la facilitation du commerce et du développement. Contact : <http://www.unctad.org/Templates/StartPage.asp?infItemID=2068&lang=2&day=1&month=1&year=2004>

14 - 15 janvier, Nairobi, Kenya, Consultations intergouvernementales sur le renforcement de la base scientifique du PNUE,

15 - 16 janvier 2003, Genève, Suisse : Développement durable dans le région de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe. Contact : Secrétariat, tel: +41 22 917-

4444; fax: 917-0107; e-mail: subashini.narasimhan@unece.org; Internet: http://www.unece.org/env/wgso/Sustainable%20Development/sd_forum.jan2004.htm

16 - 21 Janvier, Mumbai, Inde, Forum Social Mondial. Cette quatrième édition du FSM qui pour la première fois est organisée ailleurs qu'à Porto Alègre, au Brésil, a pour but de donner aux mouvements sociaux globaux et aux alter mondialistes un espace d'élaboration et de discussion sur les alternatives à la mondialisation néolibérale. Pour plus d'informations, contacter le secrétariat au : tél: +91-22-2421-6249; fax: +91-22-2421-6382; email: wsfindia@vsnl.net; Internet: <http://www.wsfindia.org/anotherworld.php>

21 - 25 janvier 2004, Davos, Suisse, Forum économique mondial (FEM). Le forum économique de Davos est le rendez vous annuel mondial des principaux décideurs du monde de l'économie et des finances, des politiques et des institutions internationales pour discuter des problèmes économiques de l'heure. Pour plus d'information, contacter : +41-22-869-1212; fax: +41-22-786-2744; e-mail: contact@weforum.org; Internet: <http://www.weforum.org/site/homepublic.nsf/Content/Events%20subhome>

28 - 30 janvier 2004, Banjul, Gambie, Atelier régional africain sur la mise en œuvre de l'article 6 de la Convention des Nations Unies sur Changement Climatique, Contact : PNUE, CNUCC, : Danielle Dubois-Marie, Téléphone: 41-22-917-8196, Fax: 41-22-797-3464 Internet : <http://www.unep.ch/Article6Workshop>

PUBLICATIONS

Vous trouverez dans cette rubrique des ouvrages, articles et essais récents sur le commerce et le développement durable. Si vous désirez profiter de l'espace pour annoncer un document, veuillez nous envoyer une copie à l'adresse : taoufik@enda.sn

En Français

JEAN FREDERIC MORIN, " Le droit international des brevets : entre le multilatéralisme et le bilatéralisme américain ", Études internationales, vol. 34, n° 3, décembre 2003, p. 537-562.

JEAN FREDERIC MORIN, " Les accords de bioprospection répondent-ils aux objectifs de la Convention sur la diversité biologique ", Revue de droit de l'Université de Sherbrooke, vol 34, n° 1-2, novembre 2003, p. 308-343.

CNUCED, COURS SUR LE REGLEMENT DES DIFFERENDS. A télécharger à <http://r0.unctad.org/dispsett/course.htm>

CNUCED : LE RAPPORT SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT 2003.

L'ACCUMULATION DE CAPITAL, LA CROISSANCE ECONOMIQUE ET LES CHANGEMENTS STRUCTURELS. 04/09/03, 60 Pages

<http://www.unctad.org/Templates/webflyer.asp?docid=4078&intlItemID=2505&lang=2&mode=downloads>

LA LETTRE DE L' ECONOMIE RESPONSABLE,

La lettre d'information professionnelle de référence traitant de la responsabilité sociétale des entreprises, de l'investissement socialement responsable et des parties prenantes. Elle apporte des cas pratiques, des informations internationales, des analyses, des interviews d'experts, indispensables à la réflexion et à la mise en oeuvre du développement durable appliqué à l'économie, octobre 2003, www.novethic.fr

DAMIEN DEMAILLY, LE CONCEPT DE DEVELOPPEMENT DURABLE, LE DEBAT SUR LE CONCEPT DE DEVELOPPEMENT, DEVELOPPEMENT DURABLE : HISTORIQUE,

[HTTP://WWW.EQUITERRE.COM/SPIP/ARTICLE.PHP?ID_ARTICLE=14](http://WWW.EQUITERRE.COM/SPIP/ARTICLE.PHP?ID_ARTICLE=14)

Janvier 2003

NASSERA ZERKAK, CREER UN COMMERCE EQUITABLE ET RENTABLE, ÇA S'APPREND. Naturellement associée au monde de l'entreprise, la rentabilité devient suspecte lorsqu'elle est accolée à la notion d'éthique. C'est la raison pour laquelle l'association Quatre Mâts Développement (QMD) a élaboré une formation spécifique à la création d'entreprise de commerce équitable, Filigrane Press, Novembre 2003 ; <http://www.novethic.fr>

BRUNO VILLALBA , REVUE DEVELOPPEMENT DURABLE ET TERRITOIRES

Développement Durable et Territoires est une revue scientifique qui propose une approche interdisciplinaire du développement durable à l'échelle du territoire. En proposant une conception élargie de la notion d'environnement, la revue entend contribuer à la réflexion sur les formes et les finalités des logiques du développement dans nos sociétés contemporaines. <http://www.developpement-durable.net>

LAURENCE TUBIANA, DEVELOPPEMENT DURABLE :UNE NOUVELLE VOIE POUR LE PROGRES TECHNOLOGIQUE, <http://www.developpement-durable.net>

CHRISTIAN PATERMANN , DEVELOPPEMENT DURABLE ET ENVIRONNEMENT PLANETAIRE (3), <http://www.developpement-durable.net>

LOIS , CHANTAL BLOUIN, PRADEEP S. MEHTA, ANNWESTON , RAPPORT CANADIEN SUR LE DEVELOPPEMENT 2003, De Doha à Cancun : Le développement et l'OMC, octobre 2003.

Cette sixième édition du rapport canadien sur le développement considère les arrangements commerciaux multilatéraux sous les angles du Nord et du Sud. Le rapport présente deux essais qui mettent en relief les questions comme celles concernant l'accès aux marchés et l'accord sur la propriété intellectuelle (les ADPIC) de l'organisation mondiale du commerce qui ont été soulevées à la conférence de l'OMC à Doha (Qatar) en novembre 2001.

DEVELOPPEMENT, DE LA RESTRUCTURATION DE L'AIDE EN

AFRIQUE, de la coordination de l'aide et de la réforme des donateurs et d'autres stratégies de réduction de la pauvreté la lumière des buts de millénaire en matière de développement de l'ONU, <http://www.developpement-durable.net>, septembre 2002

En Anglais

WHERE NEXT FOR THE WTO? VIEWS, IDEAS AND PROPOSALS BY TRADE MINISTERS. Published by the Federal Trust for Education and Research. A compendium of articles by trade ministers has been released in anticipation of the 15 December 2003 meeting of the WTO General Council. In a series of articles, key trade ministers map out their positions in the current trade impasse. The articles have been written by, inter alia, Billie A. Miller, Minister of Foreign Affairs and Foreign Trade, Barbados, Celso Amorim, Foreign Minister, Brazil, Pierre S. Pettigrew, Minister for International Trade, Canada, Yousef Boutros Gali, Minister of Foreign Trade, Egypt, and Pascal Lamy, Commissioner for Trade, EC. For the full text please see: <http://www.fedtrust.co.uk>

TRADE AND DEVELOPMENT AT THE WTO: LEARNING THE LESSONS OF CANCUN TO REVIVE A GENUINE DEVELOPMENT ROUND. By the House of Commons International Development Committee. The WTO's fifth Ministerial in Cancún, Mexico, collapsed on 14 September 2003 without reaching an agreement. This report tries to explain why it happened and points out the lessons that should be learned in the process such as: improvements in

timing, organisation and substance. For further information see: <http://www.publications.parliament.uk/pa/cm200304/cmselect/cmintdev/92/92.pdf>

"The WTO and the Cartagena Protocol: International Policy Coordination or Conflict?" by Grant E. Isaac in **CURRENT AGRICULTURE, FOOD & RESOURCE ISSUES** (4, 2003) pp. 116-123. This article presents a case study of the implications of overlapping multilateral paradigms - the World Trade Organisation and the Cartagena Protocol on Biosafety - for international market access of biotechnology-based agri-food products. For further information, see: http://128.233.156.252/j_html/isaac4-1.htm

"E-commerce and the Environment: Good News or Bad?" in the JOURNAL OF INDUSTRIAL ECOLOGY. Vol. 6, Issue 2. A series of articles analyse how small decisions related to e-commerce can have large effects on the environment, and how the diverse and complex use of information technologies leads to unintended consequences and indirect impacts on the environment that are hard to predict. To access the articles see: <http://mitpress.mit.edu/JIE/e-commerce>

"Energy and carbon embodied in the international trade of Brazil" in **MITIGATION AND ADAPTATION STRATEGIES FOR GLOBAL CHANGE** 8 (2, 2003) pp. 139-155. By Mauricio Tiomno Tolmasquim and Giovani Machado. In the last decades, structural changes in the Brazilian economy were closely related to changes in the country's trade specialisation. This paper analyses to what extent energy use and its associated CO2 emissions of Brazil in the 90's may be overloaded by changes in the country's trade specialisation towards a more energy-intensive mix. The study finds that Brazil exported, in net terms, significant amounts of energy and carbon (C) embodied in goods traded with the rest of the world in the 90's. In fact, some 6.6% of the final energy used by the industrial sector and around 7.1% of its C emissions are prompted by international trade. By overloading the country's energy use and its associated environmental damage (both local and

global), this situation seems to contribute to increase not only local but also global environmental damage, since C leakage from non-Annex I countries due to international trade may lead to higher C concentration in the atmosphere.

UNDERSTANDING THE WTO. A new edition of the basic guide to the WTO is now available for Download at

http://www.wto.org/english/thewto_e/whatis_e/tif_e/tif_e.htm

Retrouvez les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD (http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm)

PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : **Cheikh Tidiane DIEYE** et **El Hadji Abdourahmane DIOUF**

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse